

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1377<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Vendredi 8 octobre 1971,  
à 10 h 50

**NEW YORK**

*Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).*

*En l'absence du Président, M. Brito (Brésil), vice-président, prend la présidence.*

**DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (suite)**

et

**POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII] (suite) [A/8403]**

1. M. HOEUR LAY INN (République khmère) dit que sa délégation apprécie à sa juste valeur la déclaration liminaire faite par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à la 1369<sup>e</sup> séance de la Commission et qu'elle fait siens les termes du document A/C.2/264 du rapport du Conseil économique et social, et notamment le projet de recommandation qui fait l'objet de la résolution 1621 A (LI) du Conseil.

2. Le peuple khmer est bouddhiste et est convaincu que la paix, la sécurité et un travail incessant lui permettront de sortir son pays de son état de sous-développement. Se conformant aux recommandations de divers organismes des Nations Unies, tels que le PNUD, l'ONUDI et la CNUCED, le Gouvernement khmer s'est donné beaucoup de peine pour améliorer le bien-être de la population. La République khmère est avant tout un pays à vocation agricole. A la superficie de 35 000 hectares que couvraient en 1960 les plantations d'hévéas des compagnies privées étrangères sont venus s'ajouter 50 000 hectares supplémentaires plantés par des familles rurales. Quant à la récolte de riz, elle permettait jusqu'à fin 1970 une exportation annuelle se chiffrant entre 100 000 et 350 000 tonnes. L'exportation de riz et de caoutchouc rapportait au total environ 80 millions de dollars par an, somme qui suffisait pour faire face aux besoins d'importation. Le tourisme, très important dans le parc d'Angkor, constituait aussi un atout précieux pour l'économie. Adoptant les avis du PNUD, la République khmère s'est employée à exploiter ses ressources touristiques, et le nombre de visiteurs étrangers est passé de 18 000 en 1960 à 60 000 en 1969. La République khmère avait, par ailleurs, créé des industries reposant sur les matières premières locales, suivant en cela le programme de l'ONUDI; à la veille de la présente agression étrangère, elle comptait 3 000 entreprises industrielles de petites, moyennes et grandes dimensions. En vertu d'une loi et d'un protocole passé avec le Gouvernement khmer, la société

française Elf-Erap prospecte actuellement le plateau continental du pays en vue d'exploiter ses ressources pétrolières.

3. Dans le domaine du commerce, on s'est efforcé d'atteindre les deux objectifs principaux du PNUD. En 1969, en vue de favoriser la mobilisation des capitaux tant nationaux qu'étrangers, le Gouvernement khmer a libéralisé les activités économiques à 100 p. 100 dans le secteur primaire, à 75 p. 100 dans le secteur secondaire et à 50 p. 100 dans le secteur tertiaire. Afin de rendre possible une utilisation efficace des investissements, il a, par une loi votée en mars 1970, libéralisé intégralement la profession bancaire et les assurances, et un grand nombre de sociétés nationales commerciales et industrielles ont été soit dénationalisées, soit liquidées. Sur le plan international, le gouvernement a dévalué la monnaie nationale, le riel, portant son cours par rapport au dollar de 35 à 55,54, afin de rendre les prix khmers compétitifs sur le marché mondial.

4. Toutes ces mesures avaient permis au gouvernement de résoudre assez heureusement le problème du chômage et du bas niveau de vie de la population. Mais, subitement, tous ses efforts ont été réduits à néant par une agression étrangère. Depuis le 29 mars 1970, les hordes vietcongs et nord-vietnamiennes mènent une guerre d'extermination de la race khmère et d'annexion de son territoire, n'hésitant pas à aller jusqu'au génocide pour atteindre leur but. Quatre provinces du Nord ont été occupées, et l'ennemi emploie le gros de ses troupes à détruire les établissements publics, culturels et religieux, de même que les habitations privées. Les deuils et les misères causés par les envahisseurs ont entraîné un afflux de réfugiés vers Phnom Penh, la capitale, dont la population est passée de 700 000 à 1 800 000 habitants, ce qui pose au gouvernement un problème non seulement de réfugiés mais aussi de chômage.

5. Comme le Ministre khmer des affaires étrangères l'a récemment déclaré devant l'Assemblée générale plénière, c'est cependant principalement à l'infrastructure que l'ennemi s'attaque. Dans la zone occupée, il a détruit toutes les usines de traitement du caoutchouc et, ailleurs, il s'en est pris aux voies de communications et de transport, aux fabriques et entreprises industrielles de toute sorte, même celles implantées grâce à une aide étrangère, que celle-ci ait été fournie par la Chine, la France, les Etats-Unis, l'Union soviétique ou la Yougoslavie. C'est ainsi que les Vietcongs et les Nord-Vietnamiens ont bombardé et rendu inutilisable la raffinerie à participation française de Kompong Som et les importants dépôts de carburant proches de la capitale. Ils ont détruit plus de 200 ponts métalliques ou en béton armé d'une longueur totale approximative de 5 000 mètres. Le ravitaillement de la capitale surpeuplée s'en trouve perturbé et les prix ont monté. La production de riz a

dangereusement diminué et, pour éviter la famine, il a fallu résilier les contrats internationaux de vente de cette céréale et puiser dans les stocks destinés à l'exportation. Avec l'occupation des monuments d'Angkor, le tourisme a disparu et le pire est à craindre étant donné que les envahisseurs refusent d'entendre les appels lancés par le Secrétaire général des Nations Unies et par l'UNESCO pour que ces hauts lieux, qui font partie du patrimoine culturel mondial, soient laissés à l'écart des opérations militaires. La délégation khmère doute que les impérialistes nord-vietnamiens et vietcongs entendent jamais ces appels, car ils viennent déjà de démentir les espérances émises au paragraphe 40 de l'introduction (A/8401/Add.1 et Corr.1) au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, en attaquant le chantier de construction du barrage de Prek Thnot, financé par le PNUD et dû au concours de 12 pays.

6. La situation financière actuelle de la République khmère est celle des pays en guerre. La République khmère a porté les effectifs de son armée de 35 000 à 220 000 hommes, et son budget s'est enflé au point d'atteindre cette année un volume triple de son volume ordinaire, qui est de 6 milliards de riels. Le Ministre des finances fait actuellement le tour de certaines capitales amies en vue de la création d'un fonds de stabilisation des changes.

7. Quoi que Hanoi et le Vietcong puissent faire, la République khmère ne pliera jamais les genoux. Grâce à l'aide généreuse des peuples compréhensifs, qui la touche profondément, elle a pu stopper l'ennemi et prendre l'offensive. Néanmoins, force est de reconnaître que la République khmère est déjà durement éprouvée. Tant que l'agression persistera, sa croissance économique et sociale subira un certain retard du fait des sacrifices qui doivent être consentis pour assurer la survie et obtenir la victoire. Le Gouvernement khmer ne renonce pas pour autant à regarder vers l'avenir. Ainsi, il a invité l'Union des parlementaires d'Asie à tenir à Phnom Penh, en novembre 1971, sa septième assemblée générale pour envisager une coopération plus étroite dans les domaines économique, technique et social, et examiner les problèmes touchant à la paix mondiale. Ce même mois, la République khmère accueillera aussi un groupe d'experts du Centre asiatique de développement. En dépit de la volonté de la population, le Gouvernement khmer craint néanmoins de décevoir les espoirs du Conseil économique et social en ce qui concerne la deuxième Décennie pour le développement. Aussi la délégation khmère lance-t-elle un appel à la coopération internationale en vue de l'énorme effort de secours et de reconstruction qui sera nécessaire après la cessation des hostilités.

8. M. LAGOS (Chili) déclare que le débat sur la crise monétaire a quelque peu relégué au second plan les changements profonds et lourds de conséquences qui se sont produits dans les rapports entre pays riches et pays pauvres au cours des 25 dernières années. La crise actuelle doit être examinée dans le contexte de l'écart qui sépare de plus en plus les pays développés des pays en voie de développement, et qui est à l'origine de l'insatisfaction grandissante d'une bonne partie de l'humanité. Entre 1950 et 1970, le produit brut mondial s'est multiplié par 2,7; en revanche, entre 1950 et 1968, le taux de croissance par habitant du produit national brut des pays en voie de

développement n'a été que de 2,5 p. 100, alors que celui des pays développés était de 3,3 p. 100. Fait encore plus frappant, pendant la première Décennie du développement, le taux de croissance par habitant dans les pays riches a été plus du double de celui des pays pauvres.

9. Cette concentration du développement dans les pays déjà développés est confirmée par le taux d'expansion du commerce mondial : entre 1948 et 1968, l'accroissement annuel moyen des exportations a été de 7,9 p. 100 dans les pays riches, alors que dans les pays pauvres il n'a été que de 4,8 p. 100. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial est donc tombée de 32 p. 100 en 1948 à 21 p. 100, 20 ans plus tard. La situation de l'Amérique latine est encore pire : sa part dans le commerce mondial est tombée de 12 p. 100 à 6 p. 100 pendant la même période. L'accroissement des échanges sur le plan mondial a intéressé essentiellement les échanges entre pays développés et les autres pays n'en ont nullement profité.

10. Les investissements de capitaux reflètent eux aussi l'aggravation de la situation des pays pauvres. On a longtemps prétendu que, pour briser le cercle vicieux de la pauvreté (faible revenu par habitant combiné à une forte consommation, le résultat étant un faible niveau d'épargne et d'investissement), il suffisait d'attirer des capitaux étrangers. Quel que soit le bien-fondé de ce raisonnement, il n'en demeure pas moins vrai que, pendant les 20 dernières années, le courant des capitaux étrangers s'est ralenti : en 1958, 55 p. 100 des investissements des Etats-Unis, le plus grand exportateur de capitaux, étaient destinés aux pays en voie de développement, alors qu'en 1968 la proportion était tombée à 40 p. 100.

11. Ainsi, sur les trois tableaux, la situation des pays en voie de développement est pire qu'il y a 20 ans. Ces pays ont mis de grands espoirs dans la Stratégie internationale de la deuxième Décennie du développement. Mais, un an après l'adoption de ce document, les pays développés maintiennent encore nombre des réserves qu'ils avaient faites, et aucune date limite n'a été fixée pour la mise en œuvre de la Stratégie. C'est pourquoi la délégation chilienne appuie sans réserve les commentaires faits par le représentant de l'Inde à la 1376ème séance de la Commission.

12. Toutefois, l'analyse qui vient d'être faite ne tient pas compte des différences qui existent à l'intérieur du groupe des pays développés à économie de marché, d'une part, et à l'intérieur du groupe des pays en voie de développement, d'autre part. Il faudrait s'attacher à donner en priorité une définition des pays en voie de développement les moins avancés, afin de pouvoir leur accorder un traitement de faveur, comme c'est le cas entre les pays membres du Groupe andin.

13. Le seul indicateur économique qui témoigne d'une amélioration de la situation des pays en voie de développement est, paradoxalement, la part de ces pays dans les réserves internationales de devises et d'or. Entre 1949 et 1969, le total des réserves mondiales a augmenté de 39 p. 100, alors que les réserves des pays en voie de développement se sont accrues de 88 p. 100. Pendant la même période, la part globale de ces pays dans le total des réserves est passée de 15 à 21 p. 100. Si l'on n'adopte pas de

mesures de compensation, l'actuelle crise monétaire risque de compromettre l'amélioration de leur situation. La crise a été déclenchée par la décision du Gouvernement des Etats-Unis de suspendre la convertibilité du dollar en or, d'imposer une surtaxe de 10 p. 100 à l'importation et de réduire de 10 p. 100 l'aide à l'étranger. Toutefois, beaucoup d'autres facteurs ont contribué à cette crise, à commencer par le défaut fondamental des accords de Bretton Woods, qui sanctionnent en pratique l'existence d'une seule devise internationale, le dollar (et, à un degré moindre, le franc suisse). En conséquence, le dollar sert de monnaie de réserve et sa disponibilité dépend des excédents de devises que peuvent accumuler les autres pays en fonction de la balance des paiements des Etats-Unis. Telle a été la situation jusqu'en 1958 : à cette époque, les autres pays avaient accumulé un excédent de 10 milliards de dollars. Depuis lors, d'autres monnaies sont devenues convertibles, mais le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis a continué du fait de la course aux armements, de la guerre dans le Sud-Est asiatique et des investissements importants des Etats-Unis en Europe, au Canada et au Japon.

14. Les pays en voie de développement ne sont nullement responsables de cette situation, mais ils sont directement touchés par les mesures adoptées en ce moment. En outre, les mesures unilatérales qui ont été prises constituent une violation des engagements internationaux contre laquelle le Gouvernement chilien proteste énergiquement. Les autres gouvernements d'Amérique latine se sont associés à cette protestation lors d'une réunion récente de la Commission spéciale de coordination latino-américaine. Il n'est pas superflu de rappeler ici que lorsque, se trouvant aux prises avec une situation semblable à celle que connaissent aujourd'hui les pays puissants, les petits pays, les pays faibles, ont essayé de rompre les règles du jeu international définies par les pays développés, ceux-ci leur ont immédiatement imposé des sanctions draconiennes et efficaces. Comme l'a fait remarquer le Gouvernement chilien à la réunion de ladite commission, un système en vertu duquel les monnaies nationales des pays développés servent de monnaies de réserve comporte une certaine instabilité. Les pays en voie de développement se sont prononcés en faveur d'un système dans lequel les réserves monétaires internationales ne seraient liées à aucune monnaie nationale; les réserves internationales ne peuvent pas être tributaires de la situation plus ou moins bonne de la balance des paiements des grands pays. En restructurant le système monétaire, les pays développés doivent éviter de prendre des mesures restrictives qui affectent les exportations des pays en voie de développement. Ce n'est pas à l'intérieur d'un petit cercle privilégié de pays riches qu'il faut introduire des changements, mais à l'échelle mondiale. Les pays pauvres ont juridiquement et moralement le droit d'être présents lorsque les décisions seront prises; un cinquième des réserves mondiales leur appartient, et ils ont le devoir d'assister à l'instauration du nouvel ordre monétaire international.

15. En 1970, l'élection au Chili d'un gouvernement qui s'est engagé à édifier une société socialiste a marqué l'aboutissement et la cristallisation d'une longue période de luttes et d'expériences qui a conduit le peuple chilien à rompre avec le passé pour s'engager sur une voie nouvelle et ambitieuse. A la fin de la dernière décennie, le Chili est

arrivé à un tournant décisif de son histoire et de son développement. Entre 1960 et 1970, le produit national brut annuel s'est accru au rythme de 1,8 p. 100, tandis que l'inflation progressait de 28 p. 100 en moyenne. Les classes laborieuses ont fait les frais des efforts anti-inflationnistes et ont connu un chômage croissant. En revanche, les secteurs privilégiés, dont le revenu a augmenté pendant cette période, ont imposé un schéma de consommation tel que seules les industries des services se sont développées rapidement. En 1968, 1 p. 100 de la population détenait 10 p. 100 du revenu national; la concentration des richesses et des biens entre les mains d'une minorité était un trait saillant de l'économie chilienne.

16. Pendant ce temps, l'emprise du capital étranger sur les ressources naturelles du Chili s'étendait au secteur des industries manufacturières; une quarantaine des plus grandes entreprises chiliennes étaient entièrement sous contrôle étranger, et il était clair que le processus d'industrialisation qui devait favoriser l'indépendance économique du Chili était en fait devenu une forme nouvelle et insidieuse d'impérialisme.

17. A la fin des années 60, l'économie chilienne était l'une des plus stagnantes d'Amérique latine, avec un chômage considérable, la dette extérieure la plus élevée par habitant et des tensions sociales de toute sorte.

18. Le premier objectif du nouveau gouvernement a été de créer trois secteurs économiques : un secteur national où les biens appartiennent à la société, comprenant toutes les entreprises de monopole que le gouvernement jugeait nécessaires à sa stratégie de développement, un secteur mixte, et un secteur privé. Le deuxième objectif était d'assurer une distribution du revenu qui réponde aux aspirations légitimes de la majorité de la population, et le troisième était d'accélérer et d'intensifier la réforme agraire. Ces objectifs sont en train d'être réalisés aussi rapidement que le permet le régime constitutionnel chilien. Le Congrès national, où le gouvernement est en minorité, a approuvé à l'unanimité la nationalisation de l'industrie du cuivre et, en attendant, le Président de la République a fait usage de son droit constitutionnel et décrété qu'à partir de 12 p. 100 et au-delà les bénéfices annuels des industries destinées à être nationalisées devaient être considérés comme des bénéfices excédentaires. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé que les bénéfices réalisés par l'Anaconda Company et la Kennecott Copper Corporation entre 1955 et 1970 sur l'ensemble de leurs opérations internationales. Il est également supérieur aux bénéfices réalisés dans le secteur minier par les investisseurs d'Amérique du Nord dans des régions développées comme l'Europe occidentale et le Canada.

19. Dans ces conditions, la limite de 12 p. 100 ne saurait être qualifiée d'arbitraire. En outre, l'Assemblée générale, dans sa résolution 1803 (XVII), a proclamé le droit des Etats à exploiter librement leurs ressources naturelles, et le Gouvernement chilien est convaincu que l'adoption de mesures coercitives contre des Etats qui revendiquent leur souveraineté économique constitue un acte d'agression inacceptable pour la communauté internationale.

20. Outre la nationalisation de l'industrie du cuivre, il y a eu des progrès sensibles sur le plan de la socialisation des

biens. La participation du monde du travail est passée de 51 à 60 p. 100, et le chômage est tombé de 8,3 p. 100 en mars 1971 à 4,8 p. 100 en septembre 1971. La croissance du secteur industriel a triplé pendant l'année écoulée et la production du cuivre a augmenté de 10 p. 100 malgré les remous créés par les nationalisations. Le gouvernement a commencé la construction de 70 000 logements, entreprise sans précédent dans l'histoire du Chili. Toutes ces statistiques montrent que le Chili est en quête d'un nouveau destin.

21. Enfin, le Chili espère bénéficier de l'appui et de la compréhension de la communauté internationale; il ne tient nullement à décourager les investissements étrangers; bien au contraire, il souhaite vivement définir de nouveaux principes d'investissement répondant aux intérêts fondamentaux du peuple chilien.

*M. Reyes (Philippines) prend la présidence.*

22. M. ODERO-JOWI (Kenya) rappelle que sa délégation a averti la communauté internationale, à la cinquante et unième session du Conseil économique et social, des dangers inhérents à la situation monétaire internationale actuelle et a plaidé en faveur d'une action coordonnée qui serait avantageuse tant pour les pays développés que pour les pays en voie de développement. Elle croit fermement qu'une action unilatérale non coordonnée ne résoudra pas le problème. La situation est si sombre qu'il est absolument indispensable de trouver une solution qui harmonise les différents paramètres de l'économie mondiale. L'interdépendance économique créée par les progrès scientifiques et techniques est telle que les différents pays ne peuvent se développer isolément. La science et la technique font ressortir la nécessité d'une intégration économique régionale rapide et d'une planification et d'une action concertées visant à harmoniser les activités dans le domaine du commerce international, de la navigation, de l'application de la science et de la technique au développement, de la prospection et de l'exploitation des ressources naturelles, du développement humain et social et de l'amélioration de l'environnement humain.

23. Les maux économiques et sociaux ne respectent aucune frontière nationale et montrent combien il est urgent d'établir une coopération internationale dans le cadre de la deuxième Décennie du développement. Le Conseil économique et social a débattu à sa cinquante et unième session des moyens d'assurer le succès de la Décennie, et il a présenté une recommandation à l'Assemblée générale au sujet de l'examen et de l'évaluation de la Décennie et des critères qui doivent permettre d'évaluer le stade de développement économique et social atteint par les divers pays. Il convient, pour l'application rapide de la Stratégie, d'identifier sans tarder les domaines où une action internationale serait nécessaire et de donner des directives claires aux organismes des Nations Unies. Ces directives seraient très utiles aux institutions des pays Membres qui participeront vraisemblablement à l'application de la Stratégie.

24. Le continent africain a placé son espoir dans l'action et la coopération internationales, et la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique a

donc adopté la résolution 218 (X) intitulée "Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70". Les Africains la considèrent comme une partie essentielle de la Stratégie internationale applicable à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et ils ont l'intention, grâce à elle, d'atténuer la dualité de leurs économies et de moderniser et d'intégrer celles-ci, sur le plan physique et sur le plan de l'organisation et en fonction des forces sociales, économiques et psychologiques africaines. Ils se proposent également de s'appuyer sur la Stratégie pour diversifier leurs économies en vue d'une croissance rapide, assurant de cette manière à leurs pays les avantages qui résultent de l'application de la science et de la technique au développement. D'autre part, les pays africains envisagent, grâce au commerce, de modifier la structure de leurs économies, en vue de passer du stade traditionnel de production presque exclusive de produits primaires à une combinaison dynamique de l'agriculture et des industries manufacturières, qui leur assurerait les recettes en devises nécessaires au financement du développement. Ils insisteront pour qu'on élabore une politique internationale des produits primaires qui assure des prix stables, rémunérateurs et équitables à leurs produits et pour qu'on ouvre à ceux-ci plus de débouchés dans les pays développés. Il faudra, d'une part, que les pays africains coopèrent avec les autres pays en voie de développement, et, d'autre part, qu'on parvienne à un accord sur une action internationale de nature à faciliter la diversification et l'expansion du commerce des articles manufacturés et semi-manufacturés produits par les pays africains. En outre, l'Afrique a besoin d'une assistance extérieure adaptée à ses besoins particuliers, assurant notamment un transfert rapide des techniques, ainsi que d'une coopération et d'une intégration économiques plus poussées à l'échelon régional et continental.

25. La délégation kenyenne soutient sans réserve toutes les initiatives propres à renforcer la fonction de coordination et de prise de décisions du Conseil économique et social, et elle est convaincue que les mesures décidées à la cinquante et unième session du Conseil contribueront grandement à améliorer l'organisation des travaux du Conseil si le Secrétariat et les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies les interprètent de la façon la plus positive.

26. Du fait de la Stratégie internationale du développement, de nouvelles tâches ont été confiées au Conseil économique et social et à d'autres organismes des Nations Unies. Si l'on veut que les buts de la Décennie soient atteints, il faut que ces organismes intensifient leur contribution technique et développent la coordination inter-institutions et l'action concertée; la délégation kenyenne soutient donc la proposition tendant à créer un comité qui s'occuperait des questions se rapportant à la science et à la technique ainsi que des problèmes d'examen et d'évaluation.

27. M. ARVESEN (Norvège) dit que les gouvernements des pays nordiques sont pleinement conscients de la nécessité de revenir d'urgence à un système monétaire international viable et sont prêts à contribuer à la recherche de solutions qui puissent être acceptées par tous. Ils jugent nécessaire une réforme du cadre structural et institutionnel

de l'ancien système, et, selon eux, le nouveau système international de paiements devrait donner la priorité au prompt rétablissement, sur des bases solides, de la valeur au pair des monnaies, ou des taux de change officiels, avec des marges d'intervention convenues, acceptées par tous les pays industriels. Ce rajustement ferait partie de tout un ensemble de mesures qui comprendrait également l'élimination de la surtaxe imposée par les Etats-Unis d'Amérique. Cette surtaxe risque de provoquer dans le commerce mondial des réactions protectionnistes et des représailles en chaîne qui seraient particulièrement préjudiciables aux pays en voie de développement et aux petits pays industriels fortement tributaires du commerce extérieur, qui n'ont aucunement contribué au déséquilibre actuel de l'économie mondiale.

28. Il convient de renverser aussi rapidement que possible la tendance au protectionnisme engendrée par la crise monétaire actuelle. La Stratégie internationale du développement est fondée sur les principes de la libéralisation dynamique et de l'expansion du commerce mondial et sur une division internationale rationnelle du travail. Par conséquent, le Gouvernement norvégien a appliqué le traitement préférentiel généralisé en faveur des importations en provenance des pays en voie de développement, qui est spécifié au paragraphe 32 de la Stratégie. Ce système préférentiel favorise principalement les pays en voie de développement qui ont déjà atteint un certain niveau de développement. Il faut donc, de toute urgence, se pencher davantage sur les problèmes particuliers qui se posent aux pays en voie de développement les moins avancés. Dans le cadre de la résolution 1628 (LI) du Conseil économique et social, l'Assemblée générale doit examiner la question de l'identification de ces pays. La Norvège a également voté en faveur de la résolution 1601 (LI) du Conseil, et continuera d'appuyer, à l'Assemblée générale, le renforcement des services consultatifs régionaux et sous-régionaux. Le Gouvernement norvégien attache une grande importance à l'adoption de mesures concrètes en faveur des pays les moins développés, et il estime lui aussi qu'il faudrait accorder une attention particulière à cette question lors de la troisième session de la CNUCED, qui se tiendra prochainement à Santiago.

29. La délégation norvégienne pense aussi qu'il convient d'accomplir un gros effort, à l'échelon national et international, pour faire face aux problèmes du chômage et du sous-emploi dans le cadre d'une conception unifiée de la planification du développement. Le problème du chômage est actuellement et sera, dans certains pays, au cours des décennies à venir, une conséquence de l'explosion démographique, et les mesures visant à le résoudre n'auront qu'un effet limité si l'on n'applique pas également des politiques tendant à ramener le taux de croissance de la population à un niveau raisonnable.

30. En ce qui concerne la nécessité de modifications de structure et d'innovations au sein de l'ONU, le Gouvernement norvégien reconnaît que le Conseil économique et social ne représente pas comme il convient tous les Etats Membres de l'ONU. Il est favorable à un élargissement du Conseil, et il espère que la résolution "globale" pourra servir de base aux délibérations et aux décisions de

l'Assemblée. Toutefois, le mécanisme institutionnel dont on pourra convenir sur la base de cette résolution n'aura qu'une importance limitée si les gouvernements ne considèrent pas qu'ils ont, moralement et politiquement, le devoir d'appliquer les mesures de politique générale de la Stratégie.

31. M. OHIAMI (Togo) dit qu'au lendemain de son accession à l'indépendance politique le Togo s'est mis au travail avec sérieux en vue de conquérir son indépendance économique. Le premier plan quinquennal (1965-1970) a permis d'établir une base solide grâce à une meilleure organisation de l'administration et des structures économiques. La saine gestion des finances publiques a donné un regain de confiance aux cadres nationaux, qui ont pris conscience de la nécessité d'unir leurs efforts pour la construction nationale. Le produit national brut a augmenté de 7 p. 100 par an entre 1966 et 1970, dépassant l'objectif du plan qui était de 5,3 p. 100. Au cours de la même période, la population a augmenté de 2,75 p. 100 par an et le budget de 25 p. 100. Depuis 1968, la balance des paiements du Togo est constamment excédentaire.

32. La production agricole, qui est la base de l'économie togolaise, a augmenté de 9 p. 100 par an depuis 1966, et les produits de la pêche de 71 p. 100 en quatre ans. Le commerce extérieur s'est accru de 27,1 p. 100 et les structures de base de l'industrialisation ont été posées, notamment dans le domaine des transports. Le deuxième plan quinquennal (1971-1975) vise à continuer la recherche de l'indépendance économique, à assurer un fonctionnement rationnel de toutes les structures de l'Etat, et surtout de celles liées au développement, à accroître la production nationale en maintenant le taux de croissance du produit national brut à 7 p. 100 au moins, et à réduire les disparités régionales pour assurer un développement global et harmonieux du pays. Pour parvenir à ces résultats, le Togo entend encourager le développement d'entreprises nationales petites et moyennes. On prévoit que les principaux investissements iront d'abord à l'industrie, puis à l'agriculture et à l'instruction. On compte qu'en 1985 le revenu national aura triplé et que le taux de scolarisation aura atteint 90 p. 100. A ce moment-là, selon les prévisions, le pays comptera 3 millions d'habitants.

33. L'aggravation de la situation économique internationale, qui est à l'origine d'une chute des prix des produits de base du Togo et qui a imposé d'autres restrictions à son développement, menace la jeune économie du pays. Comme l'ont déjà fait d'autres représentants, M. Ohiami exprime l'espoir que le système qui sera établi pour remplacer les accords périmés de Bretton Woods tiendra dûment compte des intérêts des pays du tiers monde.

34. Le représentant du Togo regrette que certains pays riches continuent à faire des promesses démagogiques au lieu d'aider les pays en voie de développement à atteindre les objectifs définis dans la Stratégie internationale. Il est particulièrement ironique que le pays le plus riche du monde ait récemment annoncé une réduction de 10 p. 100 de l'aide qu'il accorde aux pays en voie de développement. Si de telles attitudes ne se modifient pas, il est douteux que l'on puisse atteindre l'objectif fixé dans la Stratégie, selon lequel les pays développés devraient transférer aux pays en



voie de développement un montant équivalant à 1 p. 100 au minimum de leur produit national brut.

35. La confiance que le Togo a toujours placée dans l'Organisation des Nations Unies l'incite à former le vœu que l'Assemblée générale, à sa présente session, et la troisième session de la CNUCED puissent trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes les plus urgents du tiers monde. En particulier, il est nécessaire de stabiliser par des accords internationaux les prix des produits de base des pays en voie de développement – du cacao par exemple – et de remédier aux effets de la crise monétaire. Les pays développés doivent traduire en actes les engagements qu'ils ont pris aux termes de la Stratégie.

36. La délégation togolaise se félicite des mesures prises jusqu'à présent pour identifier les pays en voie de développement les moins avancés. Il faut d'urgence mettre en chantier des programmes en leur faveur; il ne servirait à rien de s'engager dans d'interminables discussions sur les moyens d'identifier ces pays.

37. M. ARUEDE (Nigéria) dit qu'à la suite de l'adoption de la Stratégie internationale pour la deuxième Décennie du développement, la Conférence des ministres des pays membres de la Commission économique pour l'Afrique a adopté en février 1971 une stratégie relative aux besoins particuliers de l'Afrique, parce que l'Afrique est la partie du monde la plus défavorisée et la moins développée, comme le confirme le fait que 16 des 25 pays identifiés par le Comité de la planification du développement comme étant les moins avancés des pays en voie de développement sont des pays africains. Les pays d'Afrique ont encore une économie essentiellement rurale et ils produisent presque exclusivement des produits de base, qui représentent de 80 à 90 p. 100 de leurs exportations totales. Ils doivent pouvoir compter sur un apport constant et massif de devises pour modifier les structures de leur économie et établir un ensemble dynamique d'entreprises agricoles et manufacturières. A cette fin, on a reconnu dans la Stratégie africaine que, en plus des exportations traditionnelles de produits de base, les pays africains devraient chercher à développer leurs exportations d'articles manufacturés et semi-manufacturés.

38. Malheureusement, au cours de la première année de la deuxième Décennie du développement, les cours des produits de base ont continué à baisser ou à connaître des fluctuations défavorables, entraînant une réduction des réserves de devises des pays africains, évolution qui, jointe aux tendances inflationnistes dans les pays développés, a accentué la détérioration des termes de l'échange pour les pays en voie de développement et en particulier les moins avancés d'entre eux. La part de l'Afrique dans l'aide extérieure totale a baissé constamment au cours des années 60 et est tombée d'environ 35 p. 100 à environ 20 p. 100.

39. Le service de la dette, qui a absorbé, en 1968, 6,4 p. 100 des recettes totales que les pays d'Afrique tiraient de l'exportation des produits de base, représente pour eux un fardeau de plus en plus lourd. Il va jusqu'à absorber 24 p. 100 des recettes totales d'exportation d'un pays africain au moins, et pour la plupart d'entre eux ce pourcentage s'établit entre 10 et 20 p. 100. L'industrialisation en est

encore à ses débuts et les emprunts massifs constituent un phénomène relativement récent en Afrique. Comme, dans un avenir prévisible, les pays d'Afrique seront amenés à emprunter de plus en plus, le fardeau de la dette continuera évidemment à s'accroître et à absorber une part encore plus grande des recettes courantes d'exportation. D'après une étude de la CNUCED, cette part pourrait atteindre en moyenne 22 p. 100 d'ici à 1975.

40. A la lumière des considérations qui précèdent, la délégation nigériane ne peut que regretter les récentes perturbations des relations financières et commerciales internationales causées par les mesures unilatérales qu'ont prises certains pays occidentaux développés, ainsi que les tendances croissantes au protectionnisme, qui risquent de s'aggraver encore si des consultations ne sont pas engagées au plus vite sur une base très large en vue de rétablir la stabilité. Les pays en voie de développement doivent participer pleinement à ces négociations, et leurs intérêts doivent être pris en considération.

41. La délégation nigériane s'inquiète aussi des réductions apportées par les Etats-Unis d'Amérique à leur programme d'aide aux pays en voie de développement. Ces réductions compromettent la Stratégie pour la deuxième Décennie du développement, alors que les économies réalisées ne pourront avoir qu'un effet minime sur le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis. Les pays en voie de développement savent que c'est essentiellement sur eux-mêmes qu'ils doivent compter pour asseoir leur développement sur des bases solides. Néanmoins, il est temps que les membres les plus riches de la communauté internationale traduisent en actes politiques concrets l'obligation morale qu'ils ont d'aider les pays en voie de développement, afin que les objectifs de la deuxième Décennie du développement puissent être atteints. M. Aruede exprime sa gratitude aux pays nordiques, au Canada et à d'autres Etats, qui ont continué à manifester leur foi dans la coopération internationale en prenant des mesures concrètes, ainsi qu'au Gouvernement du Royaume-Uni pour les déclarations encourageantes faites à la 1944ème séance de l'Assemblée générale par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et du Commonwealth.

42. La délégation nigériane appuiera la recommandation du Conseil économique et social tendant à ce que l'Assemblée générale prenne des mesures en vue de porter le nombre des membres du Conseil de 27 à 54. Le Conseil ne pourra que gagner à la longue à une participation accrue des Etats Membres à ses travaux. L'envoi d'observateurs n'est pas la meilleure solution, car la mission permanente d'un pays qui n'est pas membre à part entière d'un organe des Nations Unies a du mal, pour diverses raisons, dont la pénurie de personnel, à persuader son gouvernement de se faire représenter dans cet organe. Par ailleurs, des négociations sont possibles à l'Assemblée générale sur la question de la répartition des sièges supplémentaires au Conseil.

43. La délégation nigériane est heureuse que le Conseil ait pris des mesures en vue de rationaliser ses méthodes de travail et sa documentation, et elle espère qu'il pourra ainsi mieux faire face à ses nouvelles responsabilités au cours de la deuxième Décennie du développement.

44. Le Nigéria est acquis sans réserve à la coopération régionale en vue du développement et, avec cinq autres Etats, il a proposé la construction d'une route reliant l'Afrique orientale à l'Afrique occidentale. M. Aruede invite la communauté internationale à appuyer ce projet le moment venu. Cette liaison routière contribuera d'une manière décisive au développement accéléré du commerce africain, qui est un des principaux objectifs de la deuxième Décennie du développement.

45. Enfin, M. Aruede est heureux d'avoir entendu les représentants d'un certain nombre de pays socialistes exprimer l'espoir que leurs relations commerciales avec les pays en voie de développement s'intensifieraient considérablement dans les années à venir.

*Hommage à la mémoire de M. Ramón Villeda Morales, représentant permanent du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies*

46. Le PRÉSIDENT, au nom de la Commission, exprime sa sympathie au peuple et au Gouvernement du Honduras à l'occasion du décès de M. Ramón Villeda Morales.

47. Mme COLMANT (Honduras) remercie le Président et assure qu'elle transmettra ses condoléances à la famille du défunt et au peuple du Honduras.

*La séance est levée à 12 h 45.*